

Manifeste pour un Québec durable

ETRE PLUS LUCIDE QUE LES LUCIDES en tenant compte de ce qui n'est pas comptabilisé dans nos indicateurs économiques, et être plus solidaire que les Solidaires en élargissant nos préoccupations aux générations futures : voilà le programme proposé dans notre Manifeste pour un Québec durable (<http://quebecdurable.blogspot.com>).

La conscientisation de plus en plus grande des citoyens et des entreprises aux enjeux sociaux et environnementaux engendre des transformations fondamentales de notre conception collective du développement et de la richesse. À l'heure des changements climatiques, de l'érosion de la biodiversité et de l'épuisement des ressources, un véritable diagnostic de la santé du Québec ne peut plus se faire sans rendre compte des passifs écologiques, et les avenues de développement doivent être fondées sur une véritable comptabilité de la richesse où les externalités sociales et environnementales assumées par la collectivité sont mises en rapport avec les gains sonnants et trébuchants anticipés qui sont trop souvent les seuls considérés. Sinon, ce n'est plus de *création* qu'il s'agit, mais bien de *transfert* de richesses fait au détriment des citoyens. En ce qui concerne notre régime de protection de l'environnement, pour une rare fois, les budgets du ministère de l'environnement, du développement durable et des parcs du Québec ont été légèrement haussés, mais il faudrait au moins les doubler pour permettre au ministère de rattraper le retard et de s'acquitter des nouvelles responsabilités que lui confère la Loi sur le développement durable en vigueur depuis avril 2006. Avec une institution exceptionnelle comme Hydro-Québec, qui a structuré notre modernisation industrielle, nous pourrions redoubler d'innovation et mettre en œuvre le plus vaste chantier d'efficacité énergétique du monde, de manière à structurer la modernisation écologique de notre économie pour pouvoir exporter des technologies qui économisent l'énergie, plutôt que de nous limiter à exporter notre électricité à nos voisins en nous inscrivant dans une logique d'augmentation de la demande. Cette modernisation passe notamment par notre environnement bâti dont le renouvellement annuel de 1 % n'incorpore toujours pas les technologies énergétiques (solaire passif, géothermie, etc.) qui joueront un rôle fondamental dans notre futur énergétique au cours du présent siècle. Les premiers jalons d'un plan de développement urbain cohérent avec cet objectif et orienté vers le bien-être des citoyens ont été posés avec la récente politique de la Ville de Montréal, mais ils doivent être relayés par une volonté politique de même envergure aux niveaux provincial et fédéral. Enfin, tous et chacun d'entre nous devons être partie prenante des multiples débats et des forums de gouvernance à instituer dans le cadre de notre modernisation écologique de manière à ce que les politiques, les instruments et les outils soient le fruit d'une véritable concertation populaire. Qu'il s'agisse de la Commission sur l'avenir de l'agriculture ou de la consultation prochaine sur la stratégie de développement durable du Québec, chacun est invité à participer à la vaste réflexion qu'impose un nouveau modèle de développement plus solidaire mais aussi plus lucide compte tenu des enjeux auxquels nous faisons face en ce début de millénaire •

Corinne Gendron | Karel Mayrand